G7, G20 : quelle concertation avec les acteurs de la société civile ? Exemple de la priorité "Egalité femmes-hommes"

mercredi 20 mars 2019, par Yveline Nicolas

Le G7 est un groupe d'Etats ayant un poids économique important, engagés dans des concertations sur les questions économiques et de coopération. L'égalité femmes-hommes fait partie des thèmes prioritaires. En 2019 le G7 est présidé par la France et aura lieu à Biarritz du 24 au 26 août. Des ONG se mobilisent pour participer au débat.

Sommaire de cet article

- Présentation et acteurs
- Le G7 présidé par la France 24 à 26 août 2019
- L'égalité femmes-hommes dans le G7 de 2019
- Le G20 en Argentine en 2018, au Japon en 2019

Présentation et acteurs

Le G7 et le G20 sont des groupes de pays riches et/ou émergents engagés dans des concertations, fonctionnant avec une présidence tournante, en dehors du système des Nations unies. Chaque année un nouvel Etat assure l'organisation du Sommet et ses travaux préparatoires, en s'articulant avec la présidence précédente et la suivante.

Pendant les travaux et réunions préparatoires, les chefs d'Etat sont représentés par leurs « **sherpas** » (représentants personnels des chefs d'État et de gouvernement des États membres). Des groupes de travail d'expert-es (nommés par les gouvernements) et des réunions interministérielles sont organisées en fonction des thématiques prioritaires.

Critiqués par des organisations de la société civile notamment altermondialistes pour leur manque de légitimité dans le domaine de la gouvernance mondiale (les pays les plus pauvres sont exclus) et leur défense d'un modèle économique générateur d'inégalités, le G20 et le G7 ont progressivement mis en place un dialogue avec des « **groupes d'engagement** ». Ainsi pour le G20 (Argentine en 2018 et Japon les 28 et 29 juin 2019), le B20 (Business), le C20 (Civil Society), L20 (Labour), S20 (Science), T20 (Think Tanks), W20 (Women) et Y20. En 2019 le W20 aura lieu le 24 mars à Tokyo.

Pour le G7 : Civil 7 (ONG), L7 (labor), S7 (science), T7 (think tanks), W7 (women), Y7 (Youth), B7 (business). Chaque "groupe d'engagement" organise un sommet international en amont du G7. Ainsi, le sommet du Youth 7aura lieu du 10 au 15 juin à Paris. Le Women 7 a lieu le 9 mai 2019.
– Cf. le calendrier de ces événements en bas de l'article de présentation des priorités officielles du G7

La "**Task-force mondiale**" est une coalition informelle réunissant environ 170 ONG nationales et internationales, 400 personnes, issues de tous les pays du G7. Elle participe aux réunions avec les sherpas du G7 et avec le Civil 7 (C7).

L’égalité femmes-hommes est devenue un des thèmes importants des G7 et G20. Des concertations dites "Women 7" (W7) et "Women20" (W20) sont mises en place pour élaborer et diffuser des recommandations d’organisations de la société civile. En France cette concertation est actuellement représentée par https://www.feministscount.org/

Le G7 présidé par la France 24 à 26 août 2019

Créé en 1975 sous l’impulsion notamment de la France, le G7 (ou précédemment G8, avant la suspension de la Russie en 2014) regroupe plusieurs puissances économiques occidentales majeures : États-Unis, Canada, France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Japon. La Commission européenne y participe également. Avec seulement 10 % de la population mondiale, les pays du G7 représentent 30,6 % du PIB mondial - dont la moitié pour les États-Unis et 2,2 % pour la France (chiffres FMI).

Après le Canada (Québec) les 8 et 9 juin 2018, **le G7 est présidé par la France en 2019** et le sommet des chefs d’Etat et de gouvernement se tiendra à Biarritz du 24 au 26 août 2019.
– Les priorités et le calendrier du G7 en France
– Rubrique sur le site de l’Elysée

L’égalité femmes-hommes dans le G7 de 2019

L’égalité femmes-hommes est un des thèmes prioritaires du G7, dont le fil conducteur sera la lutte contre les inégalités.

Parmi les enjeux portés par la France :
– L’éducation des filles, notamment en Afrique de l’Ouest
– Identifier les lois les plus progressistes dans le monde et inciter les pays à les adopter
– Agir pour la ratification et l’universalisation de la Convention d’Istanbul, lutte contre les violences sexuelles, notamment conflits armés
– Faire de l’aide publique au développement un levier pour l’égalité.

Informations sur le site du secrétariat d’Etat à l’égalité femmes-hommes

En France, des organisations de la société civile se sont constituées en une "**Coalition Genre G7**", dont l’objectif est "un G7 féministe". La Coalition genre G7, animée par les ONG Equilibres & Populations et CARE France établit une concertation avec les pouvoirs publics, en vue de promouvoir la prise en compte des recommandations de la société civile dans les travaux et le communiqué final du G7.
– Site web de la coalition Genre G7 : https://www.feministscount.org/
– Recommandations du W7 (générales et par thèmes)

Le **Women 7** (W7) réunit des associations féministes et ONG des pays du G7 pour élaborer des recommandations sur les droits des femmes et des filles. Il a organisé en France un sommet international le 9 mai, à l’Unesco, pour remettre officiellement les recommandations de la société civile nationale et internationale aux pays du G7, au moment de la "ministérielle Genre" (réunion des ministres de l’égalité femmes-hommes des pays du G7) des 9 et 10 mai 2019.

Au niveau international, la "**Task-force mondiale**", coalition informelle d’ONG et de personnes issues de tous les pays du G7 dispose d’un groupe de travail Genre. Les ONG membres de ce groupe Genre font partie du W7.

Par ailleurs, la présidence du G7 a nommé un « **Conseil consultatif sur l'égalité des sexes** » qui regroupe 35 personnalités engagées dans ce domaine dont le but est de relayer le plaidoyer pour l'égalité et de faire des propositions.Les personnalités françaises du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes sont : Lisa Azuelos, réalisatrice, Assia Benziane, adjointe au maire en charge de l'égalité et des droits des femmes à Fontenay-sous-Bois, Caroline Fourest, journaliste et essayiste, Brigitte Grésy, Secrétaire générale du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, Muriel Ighmouracene, auteure, infirmière puéricultrice, directrice de crèche, Vanessa Moungar, Directrice du département « Grande, femmes et société civile » à la Banque africaine de développement, Alexandra Palt, Directrice générale en charge de la responsabilité sociale et environnementale chez L'Oréal et directrice générale de la fondation L'Oréal, Grégoire Thery, Secrétaire général du Mouvement du Nid et Directeur exécutif de CAP international, Marie Cervetti, Directrice du centre d'hébergement et de réinsertion FIT, Inna Shevchenko, militante féministe.

La première réunion du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes a eu lieu le 19 février en présence du président de la République, qui annoncé la création d'un fonds de 120 millions d'euros pour financer des ONG et des projets à l'international sur l'égalité femmes-hommes (via l'Agence française de développement). Une autre réunion s'est tenu le 14 mars à l'occasion de la Commission sur le statut des femmes à l'ONU (CSW) et une autre le 11 juillet à Paris.

Les acquis du G7 2018 dans le domaine de l'égalité femmes-hommes

Le W7 au Canada était organisé par un collectif d'associations féministes agissant au niveau national et international : Oxfam Canada, Action Canada for Sexual Health and Rights, the Canadian Women's Foundation, Canada Without Poverty, Nobel Women's Initiative, The MATCH International Women's Fund and Inter Pares. Il a travaillé sur les thèmes suivants : autonomisation économique des femmes ; paix et sécurité ; changement climatique ; renforcement du mouvement féministe ; droits et santé sexuels et reproductives ; violences contre les femmes ; féminisme intersectionnel. Le W7 a tenu une réunion internationale le 27 avril 2018.

Par ailleurs, un comité consultatif de l'égalité des sexes rassemblent des personnalités chargées de favoriser la prise en compte transversale de l'égalité et de faire de recommandations. Sa composition actuelle et ses travaux pour le G7 de 2018 au Canada : https://g7.gc.ca/fr/presidence-g7/conseil-consultatif-egalite-sexes/

A l'issue du Sommet en juin 2018, le Canada, avec l'Union européenne, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni et la Banque mondiale, avait annoncé "un investissement de près de 3,8 milliards de dollars canadiens pour offrir une éducation de qualité aux femmes et aux filles qui vivent en situation de crise, de conflit ou dans les États fragiles. Il s'agit du plus grand investissement de ce genre jamais réalisé. L'éducation joue un rôle primordial dans la lutte pour l'égalité. Elle offre aux femmes et aux filles les outils dont elles ont besoin pour prendre leurs propres décisions quant à leur avenir et vivre leur propre vie".

Le G7 s'est engagé à « promouvoir la pleine participation économique des femmes en s'efforçant de réduire l'écart salarial entre hommes et femmes, à soutenir les femmes chefs d'entreprise et les entrepreneurs et à reconnaître la valeur du travail non rémunéré » ainsi qu'à « renforcer la mise en œuvre de l'agenda sur les femmes, la paix et la sécurité ».

- Site du W7 2018 : http://w7canada.ca ; G7 2019
- Recommandations du W7
- Recommandations du conseil consultatif sur l'égalité des sexes
- Note de position de la présidence canadienne sur l'égalité femmes-hommes, à l'occasion du G7
- Déclaration de Charlevoix sur l'éducation de qualité pour les filles, les adolescentes et les femmes

dans les pays en développement
- Déclaration de l'engagement de Charlevoix pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe et sur le genre, ainsi qu'aux abus et au harcèlement dans l'univers numérique.

- Autres groupes d'engagement et de suivi du G7 : jeunes ; société civile ; syndicats ; recherche

Archives : travaux du G7 en Italie sur l'égalité femmes-hommes en 2017

- Feuille de route du G7 pour un environnement économique respectant l'égalité entre les sexes
- Déclaration finale du Women7
- Autres Documents du G7 2017

Le G20 en Argentine en 2018, au Japon en 2019

Créé en 1999 pour répondre aux crises économiques et financières, le G20 regroupe 20 membres dont l'Union européenne : Afrique du Sud, Allemagne (3,3 % du PIB mondial), Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Brésil (2,5% du PIB mondial), Canada (1,4%), Chine (18%), Corée du Sud, États-Unis (15,3%), France (2,2%), Inde (7,5%), Indonésie, Italie (1,8 %), Japon (4,3%), Mexique, Royaume-Uni, Russie (3,2), Turquie, Union européenne.

Les Etats membres représentent 85% du PIB mondial, deux tiers de la population mondiale, 75% du commerce mondial, 80% de l'investissement global, 92% des dépenses mondiales en recherche et développement.Présentation des enjeux sur le site du ministère des Affaires étrangères)

L'Argentine assurait la présidence du G20 jusqu'au 31 décembre 2018. Le sommet des chefs d'État et de gouvernement s'est tenu à Buenos Aires le 30 novembre et 1er décembre 2018. Site web du G20 : https://www.g20.org

En 2019 le G20 se tiendra à Osaka au Japon les 28 et 29 juin. Site du gouvernement japonais

L'égalité femmes hommes dans le G20

Le "Women 20" a été institué en 2015 lors de la réunion du G20 présidé par la Turquie. En 2018, les thèmes prioritaires du G20 étaient : l'intégration des femmes dans le travail, dans le numérique, la finance et le développement rural.

- Site du Women20 : http://w20argentina.com/en/
- Représentantes des différents Etats au W20
- Résultats du précédent Women20 en Allemagne en 2017 : http://www.w20-germany.org/

Le site du W20 résumé (en anglais) les précédents engagements des autres sommets G20 concernant les femmes :
- Travail, emploi
- Finances, entreprenariat
- Numérique

Le Sommet du Women 20 a eu lieu les 1er, 2 et 3 octobre 2018 à Buenos Aires et a formulé 15 recommandations aux chefs d'Etat. Traduction en français

---

** **

Des mobilisations visant la critique du G7 et la présentation d’alternatives citoyennes s’organisent également, dans le pays basque où aura lieu le G7 et au niveau national

Copyright © Site de l’Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article2522